

Intervention de Carlos Carvalhas à l'Assemblée de la République (Lisbonne, 11 avril 1985)

Source: Imagens do processo de adesão de Portugal à Comunidade Europeia / Carlos Carvalhas.- Lisboa: RTP [Prod.], 11.04.1985. Radiotelevisão Portuguesa, Serviço público de televisão SA, Lisboa. - VIDEO (00:03:23, Couleur, Son original).
Arquivo RTP, Rua General Humberto Delgado 12-2 Prior Velho, 2685-340 Sacavém.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/intervention_de_carlos_carvalhas_a_l_assemblee_de_la_republique_lisbonne_11_avril_1985-fr-1ee6cb09-70ef-4950-8bb5-26427ce7c6ae.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Intervention de Carlos Carvalhas à l'Assemblée de la République (Lisbonne, 11 avril 1985)

[Carlos Carvalhas] Monsieur le Ministre, vous avez commencé par affirmer qu'il existe d'autres options, que les choix doivent être libres et qu'ils doivent se baser sur des études sérieuses. Mais vous avez ensuite dit que, en ce qui concerne les études sérieuses du PCP, elles sont un rideau de fumée car leur choix est basé sur des raisons idéologiques. Bien, Monsieur le Ministre, nous continuons à dire que l'Europe n'est pas la CEE. La CEE est l'Europe des monopoles et non pas l'Europe des travailleurs et elle n'est pas une association caritative.

Mais ce que nous avons fait et ce que nous avons publié, ce sont des études sérieuses sur ce que nous considérons être les avantages, les désavantages, les conséquences positives et négatives, secteur par secteur et entreprise par entreprise. Et c'est à ces questions que j'aimerais que vous vous référiez. Parce qu'invoquer la «Voie vers la victoire» dans une lecture abrégée et falsifiée, dire que le Parti communiste portugais n'a pas modifié sa position... Monsieur le Ministre, nul besoin de la modifier puisque la réalité n'a pas changé. Nous ne sommes pas comme le Parti socialiste qui, sans modifier encore aujourd'hui son programme... il serait bon de lire ce qui y est dit sur l'option européenne!

Quant à notre modèle, Monsieur le Ministre, une bonne fois pour toutes, notre modèle se trouve consolidé dans la Constitution de la République, laquelle, Monsieur le Ministre, en tant que ministre, vous êtes tenu de respecter.

Maintenant, Monsieur le Ministre, répondre aux questions concrètes que nous avons adressées en commission et ici, à l'Assemblée de la République, lors de diverses interventions par des slogans dans lesquels vous dites qu'il s'agit d'un défi, d'un choc, que vous croyez en la CEE, que c'est une option européenne... Mais quelle option européenne? Cela veut-il dire que la Norvège, la Suède, l'Autriche, la Suisse, qui sont en dehors de la CEE, ne font pas partie de l'Europe?

Les questions que j'aimerais vous poser sont celles-ci, Monsieur le Ministre: Le Portugal perd-il ou non des parcelles substantielles de sa souveraineté avec l'intégration européenne? Y a-t-il ou non de vastes pans de l'économie portugaise qui se trouveront ruinés à cause de l'intégration? Le gouvernement a-t-il admis ou non le principe selon lequel le Portugal, au terme d'une période transitoire, puisse être considéré comme un contribuant net?

J'aimerais savoir si la modernisation dont vous parlez, Monsieur le Ministre – et qui est réaffirmée par Monsieur le Premier ministre – est celle du dépérissement de la sidérurgie nationale, de la non-exploitation du fer de Moncorvo et des pyrites dans l'Alentejo; si c'est celle de l'abandon de la métallurgie du cuivre, comme cela se produit déjà, aux multinationales?

[José Rodrigues Vitoriano] Monsieur le Député Carlos Carvalhas, le temps dont vous disposiez est écoulé. Je vous demanderai donc de bien vouloir abréger.

[Carlos Carvalhas] J'aimerais savoir si c'est la hausse du chômage et l'accroissement de la dette extérieure qui sont les résultats concrets de cette intégration?

Et j'aimerais, pour conclure, Monsieur le Ministre, vous dire qu'il y eut par le passé également, par exemple lors du traité de Methuen, ceux qui étaient contre et ceux qui étaient pour; il y eut également des plus petits et des plus grands «marquis d'Alegrete». L'histoire les a jugés!